

Service de la Santé de la Protection Animale et de  
l'Environnement  
Rue Ferdinand Buisson  
BP 40019 - 62022 ARRAS  
Références : DDPP62 2023 03844  
Code AIOT : 0056200571

ARRAS, le 12/07/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 07/06/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur  **RISQUES**

**GAEC DE MAISNIL**

15 D RUE PRINCIPALE  
62380 Dohem

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 07/06/2023 dans l'établissement GAEC DE MAISNIL implanté 15 D RUE PRINCIPALE 62380 Dohem. L'inspection a été annoncée le 05/06/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection a été réalisée dans le cadre du PPC (Plan Pluriannuel de Contrôle)

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- GAEC DE MAISNIL
- 15 D RUE PRINCIPALE 62380 Dohem
- Code AIOT : 0056200571
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'installation bénéficie d'un arrêté d'autorisation délivré le 23 mai 2016 pour un élevage avicole comprenant 80000 emplacements.

#### **2) Constats**

##### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à

l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	Conformité de l'installation à la demande d'autorisation	Arrêté Préfectoral du 23/05/2016, article 3	Lettre de suite préfectorale	3 mois
2	Prélèvements et consommation d'eau	Arrêté Préfectoral du 23/05/2016, article 21.2	Lettre de suite préfectorale	3 mois
3	Comblement du forage initial	Arrêté Préfectoral du 23/05/2016, article 21.8	Lettre de suite préfectorale	3 mois
28	rétenction	Arrêté Préfectoral du 23/05/2016, article 19.1	Lettre de suite préfectorale	3 mois
30	Niveau sonore	Arrêté Préfectoral du 23/05/2016, article 32.1	Lettre de suite préfectorale	3 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection (1)	Proposition de délais
31	Déclaration des émissions polluantes	Arrêté Préfectoral du 23/05/2016, article 37	Lettre de suite préfectorale	6 mois
34	Stockage en zones vulnérables	Arrêté Préfectoral du 23/05/2016, article 25.2	Lettre de suite préfectorale	0 jour

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
29	Niveau sonore	Arrêté Préfectoral du 23/05/2016, article 32.1	Sans objet
32	Réexamen	Arrêté Préfectoral du 23/05/2016, article 38	Sans objet
33	Cahier d'épandage	Arrêté Préfectoral du 23/05/2016, article 34.2	Sans objet

**2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

-

**2-4) Fiches de constats**

**N° 1 : Conformité de l'installation à la demande d'autorisation**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/05/2016, article 3
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Dossier
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant les 9 février et 19 juin 2015. En tout état de cause, elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté et les réglementations autres en vigueur.
<b>Constats :</b> Un des silos a été couvert et repris pour le stockage de matériel et le groupe électrogène. Cette modification n'a pas été déclarée.
<b>Observations :</b> Cette modification doit être déclarée ainsi que toutes les autres modifications ayant pu être apportées à l'installation.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

## N° 2 : Prélèvements et consommation d'eau

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/05/2016, article 21.2
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Protection des ressources en eau
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé hebdomadairement si le débit prélevé est susceptible de dépasser 100 m3 par jour, mensuellement si ce débit est inférieur. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé et conservés dans le dossier de l'installation. Les ouvrages de prélèvement dans les cours d'eau ne gênent pas le libre écoulement des eaux. Seuls peuvent être construits dans le lit du cours d'eau des ouvrages de prélèvement ne nécessitant pas l'autorisation mentionnée à l'article L. 214-3 du code de l'environnement. Le fonctionnement de ces ouvrages est conforme aux dispositions de l'article L. 214-18 du même code. Toutes les dispositions sont prises pour limiter la consommation d'eau.
<b>Constats :</b> Un compteur est mis en place au niveau du forage. Les relevés de consommations sont établis pour chaque poulailler, mais aucune relevé de la consommation totale n'est mis en place.
<b>Observations :</b> Un relevé mensuel de la consommation en eau doit être mis en place.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

## N° 3 : Comblement du forage initial

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/05/2016, article 21.8
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Protection des ressources en eau
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Le forage mis en place en 2000 (N°BSS00125X0141/F) est comblé selon les prescriptions imposées dans l'article 21-7 du présent arrêté. (Tout forage est comblé de manière à garantir qu'il n'y a pas de transfert de pollution ni de circulation d'eau entre les différentes nappes d'eau souterraine contenues dans les formations géologiques aquifères. La colonne de l'ouvrage doit être remblayée par un matériau inerte et imperméable de type bentonite. Entre 0,5 mètre et la surface du sol, les matériaux de comblement sont adaptés à l'environnement de surface afin de ne pas constituer un obstacle. Dans tous les cas, une colonne de béton est mise en place entre les profondeurs 0,5 m et 2,5 m)
<b>Constats :</b> Selon les déclarations des exploitants, le forage initial, se situant au niveau de l'emplacement du poulailler V2, a été comblé. Les travaux ont été réalisés par une entreprise. L'exploitant n'a pas été en mesure de fournir le document précisant les mesures de comblement mises en place.
<b>Observations :</b> Le document précisant les dispositions prises pour le comblement du forage doit être fourni.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

## N° 28 : rétention

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/05/2016, article 19.1
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Prévention des pollutions accidentelles
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Tout stockage de produits liquides inflammables, ainsi que d'autres produits toxiques ou dangereux pour l'environnement, est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : <ul style="list-style-type: none"> <li>• 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;</li> <li>• 50 % de la capacité globale des réservoirs associés.</li> </ul> La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé. Tout moyen équivalent au dispositif de rétention peut le remplacer, notamment les cuves double-paroi.
<b>Constats :</b> Les produits de nettoyage et désinfection sont stockés à même le sol dans le hangar de matériel. Cela peut occasionner un risque de pollution en cas de déversement accidentel.
<b>Observations :</b> Un dispositif de rétention doit être mis en place.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

## N° 29 : Niveau sonore

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/05/2016, article 32.1
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Prévention des nuisances sonores
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Le groupe électrogène est déplacé au niveau du site A et positionné dans un capot insonorisé. Il n'est utilisé qu'en cas de défaillance sur le réseau ErDF.
<b>Constats :</b> Le groupe électrogène a été déplacé dans un local couvert.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

N° 30 : Niveau sonore

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/05/2016, article 32.1
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Prévention des nuisances sonores
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Le pétitionnaire procède à la réalisation d'une mesure de bruit après mise en service de l'installation afin de vérifier le respect des émergences réglementaires. Cette mesure est réalisée au niveau des habitations les plus exposées au bruit du nouveau poulailler. L'usage de tout appareil de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs, etc.) gênant pour le voisinage est interdit, sauf si son emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents. Les niveaux de bruit sont appréciés par le niveau de pression continu équivalent Leq.
<b>Constats :</b> Une mesure de bruit a été réalisée lors de l'élaboration du dossier avant mise en service du poulailler V2. Aucune nouvelle mesure n'a été réalisée après mise en service.
<b>Observations :</b> Une mesure de bruit sera réalisée lorsque les 2 poulaillers sont en fonctionnement.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

N° 31 : Déclaration des émissions polluantes

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/05/2016, article 37
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Mise en oeuvre de la Directive IED
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant déclare annuellement ses émissions de polluants conformément à l'arrêté ministériel du 31 janvier 2008 relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions polluantes et des déchets.
<b>Constats :</b> Les déclarations d'émissions polluantes ne sont pas réalisées.
<b>Observations :</b> Un courrier d'information vous sera transmis prochainement pour vous indiquer la démarche à effectuer pour la création d'un compte sur GEREP.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 6 mois

**N° 32 : Réexamen**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/05/2016, article 38
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Mise en oeuvre de la Directice IED
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant transmet à l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées, un dossier de réexamen de son autorisation d'exploiter conformément à l'article R515-71 du code l'environnement dans un délai d'un an à compter de la date de publication des décisions concernant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles applicables aux élevages intensifs.
<b>Constats :</b> Le dossier de réexamen a été transmis et a fait l'objet d'une lettre de prise d'acte en date 9 avril 2021.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 33 : Cahier d'épandage

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/05/2016, article 34.2
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Auto surveillance
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Un cahier d'épandage, tenu sous la responsabilité de l'exploitant et à la disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées pendant une durée de cinq ans, comporte pour chacune des surfaces réceptrices épandues exploitées en propre :</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. Les superficies effectivement épandues ;</li> <li>2. Hors zone vulnérable aux pollutions par les nitrates, les références de l'îlot PAC des surfaces épandues et en zone vulnérable aux pollutions par les nitrates, les références de l'îlot cultural des surfaces épandues. La correspondance entre les surfaces inscrites au plan d'épandage et les surfaces effectivement épandues est assurée ;</li> <li>3. Les dates d'épandage ;</li> <li>4. La nature des cultures ;</li> <li>5. Les rendements des cultures ;</li> <li>6. Les volumes par nature d'effluents et les quantités d'azote épandues, en précisant les autres apports d'azote organique et minéral ;</li> <li>7. Le mode d'épandage et le délai d'enfouissement ;</li> <li>8. Le traitement mis en œuvre pour atténuer les odeurs (s'il existe).</li> </ol> <p>Lorsque les effluents d'élevage sont épandus sur des parcelles mises à disposition par un prêteur de terres, un bordereau cosigné par l'exploitant et le prêteur de terre est référencé et joint au cahier d'épandage. Ce bordereau est établi au plus tard à la fin du chantier d'épandage. Il comporte l'identification des surfaces réceptrices, les volumes d'effluents d'élevage et des matières issues de leur traitement épandus et les quantités d'azote correspondantes.</p> <p>En zone vulnérable aux pollutions par les nitrates, l'établissement des bordereaux d'échanges et du cahier d'enregistrement définis au IV de l'annexe I de l'arrêté du 19 décembre 2011 susvisé est considéré remplir les obligations définies au présent article, à condition que le cahier d'épandage soit complété pour chaque îlot cultural par les informations 2, 7 et 8 ci-dessus.</p> <p>Le cahier d'épandage est tenu à la disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées.</p>
<p><b>Constats :</b> La cahier d'épandage est tenu à jour et des bordereaux de livraison avec les prêteurs de terre sont établis. La date de dépôt en bout de champ ainsi que la date de reprise pour épandage doivent être indiqués pour les fumiers stockés en bout de champ. (Arrêté du 19 décembre 2011)</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet



N° 34 : Stockage en zones vulnérables

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/05/2016, article 25.2
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Protection de la ressource en eau
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les capacités minimales des équipements de stockage des effluents d'élevage répondent aux dispositions prises en application du 2° du I de l'article R211-81 du code de l'environnement. Le stockage au champ des effluents visés au 2° du II de l'annexe I de l'arrêté du 19 décembre 2011 susvisé répond aux dispositions de ce dernier.
<b>Constats :</b> Selon les déclarations des exploitants, les tas de fumiers de volailles ne sont pas systématiquement couverts.
<b>Observations :</b> Les tas de fumiers de volailles doivent être couverts de manière à le protéger des intempéries et à empêcher tout écoulement latéral de jus.(dispositions de l'AM du 19 décembre 2011)
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 0 jour

